

"Les fédéralistes au congrès de l'Europe" dans Cahiers du Monde nouveau (Juin 1948)

Légende: En juin 1948, Bernard Voyenne, secrétaire de rédaction du quotidien français Combat et militant fédéraliste, met le doigt sur les querelles idéologiques qui ont émaillé le congrès européen de La Haye et insiste sur le rôle de la doctrine fédéraliste dans la construction d'une Europe unie.

Source: Cahiers du Monde nouveau. Revue mensuelle. Juin-Juillet 1948, n° 6; 4e année. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"les_federalistes_au_congres_de_l_europe"_dans_cahiers_du_monde_nouveau_juin_1948-fr-ef5541a2-e1f9-4574-bfce-b3dbd3981616.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Les fédéralistes au congrès de l'Europe

Pour la première fois, les fédéralistes européens ont eu, à La Haye, l'occasion de confronter publiquement leurs positions avec celles des autres mouvements qui militent pour l'unité de l'Europe. Par là même ils ont pu affirmer, non seulement devant un congrès paneuropéen qui fera date dans l'histoire, mais encore devant l'opinion publique qui avait les yeux tournés vers La Haye, le caractère révolutionnaire et « total » des solutions préconisées par le mouvement fédéraliste.

Il importait que cette distinction fut faite enfin avec netteté. Elle devra l'être encore à l'avenir. Car trop de gens, même parmi ceux qui se disent et se pensent sympathisants fédéralistes, ignorent encore ce qu'est exactement le fédéralisme. Abusés par une presse elle-même mal informée, politicienne ou superficielle, ils confondent purement et simplement le fédéralisme et le mouvement pour l'unité européenne. Certes, ce n'est nullement par hasard que les fédéralistes ont choisi l'Europe pour un des thèmes principaux de leur propagande et de leur action. Nul mouvement n'est, plus que le leur, sincèrement et résolument européen. Et dans le mouvement européen ils occupent même une position en flèche, ne se contentant pas de réclamer, comme beaucoup, une vague « Société des États européens » qui sombrerait dans l'impuissance; ils affirment, au contraire, que l'unité européenne ne saurait avoir de sens et d'efficacité que si elle est organique.

Mais, tandis que, pour les autres mouvements, l'Europe est à la fois le principe, le moyen et la fin d'une action limitée dans le temps, dans l'espace et dans les intentions, — action que l'urgente nécessité d'un accord européen a fait naître et qui disparaîtra avec la réalisation de l'Europe elle-même, — les fédéralistes, au contraire, dépassent le thème européen dans tous les sens et de toutes les manières. D'abord, ils le dépassent, si l'on peut dire, par en haut et par en bas. Par en haut, car leur but final n'est nullement la Fédération européenne, mais la Fédération mondiale, et, si leur réalisme politique les conduit à promouvoir d'abord le fédéralisme dans cette Europe occidentale où, par la force des choses, il paraît pouvoir s'incarner plus vite et moins difficilement, ils ne perdent nullement de vue le moteur lointain de leur action en s'organisant non seulement sur le plan européen, mais sur le plan mondial. Par en bas, car ils affirment qu'une Europe unie ne serait pas pour autant une Europe fédérée: la première n'étant qu'une juxtaposition d'États-nations, la seconde un organisme vivant et complexe dans lequel toutes les communautés humaines, depuis les plus élémentaires (communes et entreprises) jusqu'aux plus vastes (nations, fédérations et confédérations), en passant par la gamme presque infinie des communautés intermédiaires (régions, professions, patries, unions interprofessionnelles, etc.) jouiront d'une autonomie aussi large que possible. De même les fédéralistes dépassent-ils l'« européanisme » par toutes les dimensions de l'esprit et du cœur: ils ne se soucient nullement de faire l'Europe pour elle-même, c'est-à-dire de faire n'importe quelle Europe. Ils combattront toujours la thèse démagogique de ceux qui disent: « Faisons d'abord l'Europe, et puis nous verrons ensuite ». L'Europe ne les intéresse, au contraire, que pour ce qu'elle sera, que pour ce qu'elle doit être. Ils veulent une Europe fondée sur la souveraineté du Droit, sur la justice sociale et les libertés politiques: toute autre Europe leur paraît devoir être un mal pire que ceux auxquels elle prétend remédier. Je ne puis m'étendre plus longuement ici sur les principes et la méthode du fédéralisme que je n'ai fait qu'esquisser grossièrement; mais je ne saurais trop conseiller, à ceux de mes lecteurs qui voudraient les approfondir, de se reporter à l'excellent petit ouvrage de Robert Aron et Alexandre Marc *Principes du fédéralisme* (1), où, sous une forme claire et facile, ils trouveront un exposé complet, quoique rapide, de la doctrine fédéraliste.

J'en ai dit suffisamment cependant pour faire comprendre, même aux non-initiés, que parmi les Européens les fédéralistes ont une position sui generis et éminemment constructive. Car ils ne se contentent pas de prêcher l'union, mais ils en apportent les moyens et, qui plus est, des moyens conformes au véritable génie européen qui a toujours été également éloigné de la fragmentation autonomiste et de la centralisation totalitaire. Le fédéralisme, dans l'esprit et dans les actes de ceux qui luttent pour lui, a toujours été et sera toujours non pas un quelconque « empirisme », mais au contraire une doctrine complète d'organisation de la société, un principe dynamique, valable, ainsi qu'ils l'ont toujours affirmé dans leurs congrès, « au plan national comme au plan international et à tous les échelons de la communauté humaine ».

Or, le congrès de l'Europe n'était rien moins qu'un congrès fédéraliste. Les fédéralistes s'y trouvaient même

très largement en minorité, tant il est vrai que les formules vagues séduisent plus vite et plus facilement, sinon plus durablement, que les principes rigoureux. Dans ces conditions, on peut comprendre que les fédéralistes aient éprouvé quelque hésitation à participer à ce congrès. Sans doute étaient-ils « puissance invitante » et non pas seulement invitée, puisque, on l'ignore encore trop souvent, le congrès de La Haye fut réuni sur l'initiative des cinq grands mouvements européens qui militent pour l'unité de l'Europe, parmi lesquels l'Union européenne des fédéralistes. Sans doute aussi leur offrait-on des garanties. Mais ne devaient-ils pas craindre de se trouver étouffés par une majorité faite à l'avance ? N'était-il pas légitime de penser que, dans ce congrès sur lequel pesaient, il faut le dire, de lourdes hypothèques, le fédéralisme se compromettrait, sans bénéfice aucun, avec des Européens sincères, certes, et éminents, mais fort éloignés du fédéralisme et d'autant plus compromettants que, sur la scène politique mondiale, leurs noms pesaient, qu'on le veuille ou non, autrement lourd que ceux des chefs fédéralistes ?

Toutes ces questions se posaient effectivement à ceux qui avaient des responsabilités à prendre. Elles se résumaient en une seule : valait-il mieux pour le fédéralisme s'affirmer dans son originalité radicale en s'abstenant de participer à toute manifestation internationale qui ne fut pas entièrement et délibérément fédéraliste ? Une question analogue s'est posée pour les socialistes européens, qui ne sont pas sans avoir avec les fédéralistes de nombreuses affinités. Mais, au contraire des socialistes, les fédéralistes l'ont résolue par une entière affirmative. Après mûre réflexion, ils ont pensé qu'ils n'avaient pas le droit de refuser la puissante plate-forme de propagande qui leur était ainsi offerte, qu'ils n'avaient pas le droit non plus de se désintéresser, a priori, d'un effort de construction européenne qui, s'il était équivoque, n'en était pas pour autant radicalement opposé aux solutions fédéralistes. Ils ont estimé enfin que le fédéralisme se montrerait bien peu sûr de lui s'il refusait le combat qui lui était proposé, et que la meilleure manière de prouver que l'on a raison est d'accepter sans réticence la franche et loyale confrontation des idées. Ici comme ailleurs, c'est la plus ferme intransigeance doctrinale qui doit permettre le maximum de souplesse tactique.

L'expérience a montré largement que cette manière de voir était la bonne. Non que les inquiétudes des prudents n'aient été entièrement fondées. Il faut le dire, parce que c'est la vérité, certains des organisateurs du congrès de La Haye ont tout fait pour se tailler une part du lion qui n'était, conforme ni à leur importance réelle ni à leurs engagements. On ne veut pas ici dire quoi que ce soit qui puisse envenimer des rapports souvent tendus : mais enfin ce n'est pas non plus très fair play que d'imposer comme on l'a fait un règlement aussi peu « démocratique » que possible, de donner plus qu'abondamment la parole à certains et de la refuser à d'autres, de tenter d'escamoter certains rapports, d'accorder plus de place aux combinaisons de couloir et aux intrigues de secrétariat qu'à la libre discussion, de loger certaines délégations dans un même hôtel, où elles avaient toutes facilités pour se concerter, et de disperser les autres non seulement dans la ville, mais dans des banlieues éloignées, de revenir subrepticement sur un accord laborieusement obtenu en commission, etc.

Toutes ces façons de faire, sur lesquelles, encore une fois, je ne veux pas m'étendre, sont les signes d'une faiblesse inquiète plutôt que d'une force vraie et sûre d'elle-même. Si elles devaient se reproduire, elles feraient bien mal augurer des futures assemblées européennes sur lesquelles, pourtant, tous les congressistes paraissaient fonder de grands espoirs.

C'est donc dans une atmosphère parfois assez trouble que les fédéralistes ont eu à mener leur combat. Affaiblis encore par la demi-abstention des socialistes, ils ont éprouvé, bien souvent, le découragement qui menace les « minorités opprimées ». Trop souvent aussi ils ont senti en face d'eux non des partenaires disposés à une franche discussion, mais de véritables adversaires, engoncés dans des préjugés d'un autre âge et décidés à faire triompher coûte que coûte, et par tous les moyens, leurs idées réactionnaires. Dans ces conditions, c'est la colère qui fit place quelquefois, chez les fédéralistes, à un découragement bien compréhensible. Mais ils ont tenu bon.

Et, affirmons-le sans ambages, ils ont eu raison de le faire, comme ils avaient eu raison, de venir. La victoire récompense toujours ceux qui la méritent et qui font ce qu'il faut pour l'obtenir. Malgré toutes les embûches dont il fut semé, le congrès de La Haye fut une incontestable victoire. Victoire pour tous les Européens d'abord, quelle que soit leur tendance : je n'ai pas à souligner ici le retentissement obtenu par le congrès, mais l'on sait qu'il fut immense. La presse, la radio, les conversations ont fait écho dans le monde entier aux

débats de La Haye. Pour la première fois, l'idée d'un dépassement des nationalismes, d'un abandon de souverainetés criminelles et périmées était posée dans toute son ampleur devant une opinion publique toute prête à la recevoir. Pour la première fois, les gouvernements ont été secoués dans leur timidité par l'anxieuse attente des peuples, qui réclament des mesures immédiates, hardies, durables. La grande force, du congrès de La Haye fut que, né de l'initiative privée, entièrement composé d'hommes représentatifs aux titres les plus divers, mais sans mandat officiel, il a pu prétendre représenter valablement « l'homme de la rue » dont on se soucie si peu aujourd'hui et faire entendre sa voix. C'est cela le sens historique du congrès de l'Europe, et tous les délégués avaient conscience, particulièrement au cours de la séance de clôture, que l'on posait là une pierre angulaire du destin du monde.

De ce succès les fédéralistes ont eu leur part légitime. Étant au nombre des organisateurs du congrès, ils furent tout naturellement au nombre des bénéficiaires. Leur propagande en sera désormais facilitée (à condition qu'ils dissipent nettement les équivoques que je signalais au début de cet article), leur crédit renforcé, leur audience élargie. Leur foi intime ne peut également que s'en trouver accrue : ils ne peuvent plus douter maintenant qu'ils sont « dans le sens de l'histoire » et, bien mieux, qu'ils font cette histoire. Ils se sentent enfin la lourde responsabilité de faire que les espoirs inaugurés à La Haye se concrétisent, et se concrétisent dans le bon sens. Peuvent-ils douter que cette première victoire, incontestable, considérable, profitera d'abord à ceux qui en sont les plus dignes ?

Mais, victoire européenne, le congrès de La Haye fut aussi une victoire fédéraliste. Tant il est vrai que les minorités agissantes comptent souvent davantage que les masses informes et incertaines d'elles-mêmes. Dès la séance inaugurale du congrès, il apparut clairement que le fédéralisme était une « idée-force » capable d'entraîner ceux-là mêmes qui se croyaient peu disposés à l'entendre. Le discours du professeur Brugmans, président de l'Union européenne des fédéralistes, fut accueilli avec un enthousiasme que rien ne laissait prévoir : c'est simplement qu'il tranchait sur la grisaille des congratulations officielles qui l'avaient précédé. Dès cet instant, le fédéralisme fut, comme on l'a dit, « plébiscité » par le congrès. Et les intrigues qui suivirent purent, certes, contrecarrer ce succès, mais non pas l'étouffer.

Pratiquement, les fédéralistes, parce qu'ils étaient les seuls à savoir exactement ce qu'ils voulaient — et non pas seulement, comme beaucoup d'autres, ce qu'ils ne voulaient pas — ont pu faire passer dans les résolutions votées à l'unanimité par le congrès une part importante de leurs idées. Et cela sans combinaisons louches, sans manières insidieuses, mais seulement par la force intrinsèque de la cause qu'ils défendaient. Si le congrès a condamné sans ambages le principe « réactionnaire » de la souveraineté nationale, encore défendu avec réticences par quelques-uns, s'il a proclamé le principe d'une Charte des droits et d'une Cour suprême pour les faire respecter (thèse défendue, en un rapport magistral, par notre ami Alexandre Marc), s'il a considérablement modifié la motion économique étroitement libérale qui lui était proposée, s'il a esquissé pour les problèmes allemands des solutions neuves et efficaces, s'il a rejeté la proposition démagogique de M. Paul Reynaud tout en affirmant l'urgence de la convocation d'une assemblée européenne vraiment représentative, s'il a adopté le principe de bien d'autres mesures fécondes et pratiques, c'est aux fédéralistes qu'on le doit. On se demande vraiment ce qu'aurait été le congrès sans leur présence. Ajoutons enfin que la grande victoire morale remportée par les syndicalistes (dont il a été parlé) ne put l'être que grâce à l'appui sans réticences des délégués fédéralistes.

Tout cela qui doit être porté au crédit des militants fédéralistes peut faire comprendre quels furent leur courage, leur sens politique, leur acharnement à défendre ce qu'ils croient être la vérité. La foi raisonnable qui les animait a pu seule les aider à vaincre les difficultés quasi insurmontables qui paraissaient, à certains moments, se liguer contre eux.

Les résolutions de La Haye, encore timides, encore incertaines et insuffisantes sur bien des points (et, je le répète, comment s'en étonner quand on sait de quoi on est parti et, surtout, quelle majorité il a fallu convaincre ou, plus exactement, subjugué ?) sont cependant une bonne plate-forme de départ pour l'ensemble du mouvement européen — une plate-forme qui dépasse, à vrai dire, les plus solides espérances que les fédéralistes pouvaient avoir en arrivant à La Haye. À eux de travailler pour qu'on n'en reste pas là et pour qu'on améliore au plus vite ce qui a encore grand besoin de l'être. Mais, du moins, ont-ils répondu largement à l'attente, il vaudrait mieux dire au « pressentiment » que les hommes de bonne volonté plaçaient

en eux.

Si nous voulons ici, à notre place modeste, faire œuvre utile et ne pas nous satisfaire de congratulations, même méritées, il nous faut cependant finir sur une note moins optimiste. Disons-le franchement, en effet, le succès remporté par les fédéralistes au congrès de l'Europe aurait pu être plus grand encore. Il aurait pu l'être si les décisions de ses chefs — de ces chefs qu'il s'est librement donnés, ne l'oublions pas — avaient mieux répondu au dévouement de ses militants. Pourquoi faut-il, au contraire, que les dirigeants fédéralistes qui faisaient partie, comme tous les dirigeants des autres mouvements, du Comité international d'organisation aient trop souvent accepté d'être traités en parents pauvres ? Rien ne justifiait ce traitement. Au contraire. Car le mouvement fédéraliste est le seul qui ait une base vraiment populaire, le seul qui représente autre chose que des individualités (fussent-elles prestigieuses !) et des comités (fussent-ils riches et puissants) : ses partenaires ne l'ignorent pas. Ils savent bien aussi qu'ils ne peuvent rien faire sans lui, et ils auraient été tout disposés à respecter comme elle doit l'être cette situation éminente du mouvement fédéraliste, si, du côté fédéraliste, on l'avait exigé avec une calme fermeté — ce qui ne semble pas avoir toujours été fait.

Pourquoi faut-il aussi que les dirigeants fédéralistes se soient plus souvent trouvés du côté des « officiels » que du côté de leurs troupes, pour les soutenir, les conseiller, les guider ? Pourquoi faut-il que certains dénis de justice, par trop flagrants, aient laissé insensibles ceux qui auraient pu et dû faire entendre l'indignation de leurs amis ? Pourquoi faut-il enfin que la motion, ferme et mesurée, votée à la fin du congrès par les délégués fédéralistes unanimes et qui distinguait nettement leur position tout en ne reniant aucune des solidarités nécessaires acceptées par tous — pourquoi faut-il, dis-je, que cette motion ait été « escamotée » non pas seulement par ceux auxquels elle infligeait un blâme, mais aussi par ceux qui avaient mission de la défendre ? Pensant qu'il est de mon devoir d'informer objectivement tous ceux qui ont le droit de l'être dans ce combat qui nous est commun, j'en donnerai ici le texte :

Les fédéralistes, réunis à La Haye, qui ont participé à la préparation, à la convocation et à l'organisation du congrès de l'Europe se félicitent du retentissement, dans l'opinion, publique, de ce congrès, qui contribuera de manière décisive à l'avènement de l'unité européenne; mais, constatant qu'une représentation équitable des forces politiques et sociales n'a pu être qu'imparfaitement obtenue, regrettent que l'équilibre des débats et la valeur des conclusions aient été ainsi compromis.

Les fédéralistes déplorent notamment :

— qu'en matière politique, le congrès, s'étant attardé à des considérations de forme et de procédure, n'ait point abouti à définir les moyens pratiques qui permettraient la convocation rapide d'une Assemblée européenne, représentative de toutes les forces vives des nations;

— qu'en matière économique, le congrès, s'attachant surtout aux aspects techniques des problèmes, ait insuffisamment insisté sur l'importance première de la question sociale.

Les fédéralistes affirment à nouveau :

— que les demi-mesures et les palliatifs ne sauraient répondre ni à l'attente des peuples, ni aux besoins de la société nouvelle;

— qu'il ne peut y avoir de solutions autres que celles fondées sur les principes, les méthodes d'action et les institutions fédéralistes, associant la justice à la liberté.

Je ne saurais mieux conclure ce bref aperçu de l'attitude des fédéralistes européens à La Haye que par ce texte. Je prie cependant qu'on ne voie dans les quelques remarques que j'ai été amené à faire sur le rôle des dirigeants fédéralistes — non pas en mon nom propre, mais en celui de tous les fédéralistes convaincus qui ont participé au congrès — nul désir de compliquer la tâche de ces dirigeants, dont je ne sous-estime nullement la difficulté, mais simplement une « admonestation fraternelle » faite dans le seul intérêt de la cause que nous défendons et qui doit triompher parce qu'elle est la seule qui puisse sauver l'Europe et le monde.

Bernard Voyenne

(1) Le Portulan.